

« MISSION LOCALE DU CAMBRESIS »
Association Loi de 1901

14 rue Neuve

59400 CAMBRAI

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

CAC

SAS Cabinet Pascal DIME

Société de Commissariat aux comptes

2bis, chemin de la Blanchisserie

59400 CAMBRAI

Tel : 03 27 82 27 11

SAS Cabinet Pascal DIME
Société de commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale des Hauts-De-France
2B Chemin de la Blanchisserie
59400 CAMBRAI

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « **Mission Locale du Cambrésis** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels pris isolément. Nos travaux ont notamment porté sur :

- Les subventions : respect des modalités d'attribution, de la séparation des exercices, des montants comptabilisés, et de leurs utilisations conformément aux conventions signées.
- Le cycle personnel : réalité des charges et séparation des exercices
- La trésorerie : vérification de la réalité et des montants figurant sur les comptes annuels avec les comptes bancaires.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Président et dans les autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

k

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cambrai, le 14 mars 2024

SAS Cabinet Pascal DIME

Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes,
rattachée à la CRCC des Hauts-de-France

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by a horizontal stroke and a small flourish.

Jacques THOMÉ
Commissaire aux Comptes associé

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.	433 294	191 341	241 953	148 264
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations grévées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières	3 600		3 600	3 600
	TOTAL (I)	436 894	191 341	245 553	151 864
	Comptes de liaisons				
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				627
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés				
	Autres créances	398 368		398 368	580 394
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 564 426		1 564 426	1 228 565
	Charges constatées d'avance	24 551		24 551	3 270
	TOTAL (II)	1 987 345		1 987 345	1 812 855
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		2 424 239	191 341	2 232 898	1 964 719
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				3 600	3 600
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droits de reprise		
	Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Ecarts de réévaluation	973 775	909 378
	Réserves		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	2 496	64 396
	Total des fonds propres	976 271	973 775
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs		
	Total des fonds associatifs	976 271	973 775
	Provisions pour risques	43 204	43 204
	Provisions pour charges	155 922	132 597
	Total des provisions	199 126	175 801
	Comptes de liaisons		
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	43 734	43 734
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	43 734	43 734
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	134 462	78 344
	Dettes fiscales et sociales	447 088	366 095
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	23 250	27 208
	Produits constatés d'avance	408 968	299 762
	Total des dettes	1 013 768	771 409
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		2 232 898	1 964 719
Résultat de l'exercice exprimé en centièmes		2 496,29	64 396,39
(1) Dont à moins d'un an		1 013 768	771 409
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services		
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	2 855 437	2 533 557
	Dons		
	Cotisations	241 666	241 667
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	61	137
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	161 328	210 179
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	3 258 493	2 985 539
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	433 481	411 751
	Impôts, taxes et versements assimilés	185 753	150 905
	Rémunération du personnel	1 892 560	1 716 650
	Charges sociales	648 586	568 966
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	50 155	47 590
	Dotation aux provisions	23 325	
	Autres charges	35 095	30 139
	Total des charges d'exploitation	3 268 955	2 926 002
Charges financières	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(10 462)	59 538
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	2 337	1 087
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
	2 - RESULTAT FINANCIER	2 337	1 087
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(8 125)	60 625
	Produits exceptionnels	12 112	7 652
	Charges exceptionnelles	1 490	3 880
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	10 622	3 772
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL DES PRODUITS	3 272 941	2 994 278
	TOTAL DES CHARGES	3 270 445	2 929 882
	EXCEDENT ou DEFICIT	2 496	64 396
	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		

Annexe au Bilan

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **2 232 898** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **3 272 941** euros
 - un total charges de **3 270 445** euros
 - dégage un résultat de **2 496** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2023**
- finit le **31/12/2023**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association MISSION LOCALE DU CAMBRESIS** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.



Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 232 898** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 3 272 941** euros et un total **charges de 3 270 445** euros, dégageant ainsi un **résultat de 2 496** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le référentiel comptable applicable est le règlement ANC 2018-06 et le règlement 2019-04.

Présentation de l'association

1) Objet social

Le siège social est situé au 14 rue neuve à Cambrai (59408).

La mission locale est une association loi 1901 qui a pour mission d'accueillir et d'accompagner les jeunes de 16 à 25 ans dans leur insertion sociale et professionnelle.

2) Nature et périmètre des activités

La mission locale accueille, informe, oriente et accompagne vers l'emploi et l'autonomie les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire ou universitaire, inscrits ou non à Pôle emploi.

Elle se situe dans les Hauts de France et dispose de 8 points d'accueils permanents : Cambrai(3), Marcoing, Avesnes les Aubert, Caudry, Le Cateau-Cambrésis, Solesmes.

3) Description des moyens mis en oeuvre

Son effectif est de 49 CDI et 2 CDD.

La mission locale est active depuis le 03 juillet 2001.

Règles et Méthodes Comptables

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Litige prud'hommal

Un litige est en cours avec un ancienne salariée. Par mesure de prudence et afin de couvrir ce risque, une provision a été inscrite. Elle s'élève à 43.204€.

Contrat d'engagement jeune (CEJ)

La subvention CEJ donne lieu à constatation de produits constatés d'avance correspondant à la couverture des charges qui seront engagées pour l'emploi jeunes en 2024.

Le montant des produits constatés d'avance au 31 décembre 2023 s'élève à 408 968€.

f

Règles et Méthodes Comptables

IFC

2 salariés non-cadres en 2022 ont désormais le statut cadre au 31 décembre 2023, ce qui impact le calcul.

Une dotation a été constatée au 31 décembre 2023 à hauteur de 23 325€.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	3 223				3 223	
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 223				3 223	
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 473				1 473	
	Instal., agencement, aménagement divers	68 858		7 189		31 744	44 303
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	318 687		136 655		66 351	388 991
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	389 018		143 844		99 568	433 294
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	3 600					3 600
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 600					3 600
TOTAL		395 841		143 844		102 792	436 894

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	3 223		3 223	
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 223		3 223	
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 473		1 473	
	Autres instal., agencement, aménagement divers	52 802	3 972	31 744	25 030
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	186 479	46 183	66 351	166 310
Emballages récupérables et divers					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		240 754	50 155	99 568	191 341
TOTAL		243 977	50 155	102 792	191 341



Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	43 204			43 204
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	132 597	23 325		155 922
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	175 801	23 325		199 126
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>legs ou donations</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		175 801	23 325		199 126
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>			23 325		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

f

Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	3 600	3 600	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	396	396	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	26 759	26 759	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	365 379	365 379	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	5 834	5 834	
	Charges constatées d'avance	24 551	24 551	
TOTAL DES CREANCES		426 519	426 519	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	134 462	134 462		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	227 006	227 006		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	182 556	182 556		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	37 526	37 526		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	23 250	23 250		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	408 968	408 968		
TOTAL DES DETTES		1 013 768	1 013 768		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	909 378	64 396			973 775
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	64 396	(64 396)	2 496		2 496
Situation nette	973 775		2 496		976 271
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	973 775		2 496		976 271

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
FIPJ MOBILITE	32 339					32 339	
CLAP	474					474	
FIPJ AIDE DIRECT E	10 921					10 921	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	43 734					43 734	

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		24 551	24 551
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			24 551

1

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		408 968	408 968
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			408 968

SAS Cabinet Pascal DIME
Société de commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale des Hauts-De-France
2B Chemin de la Blanchisserie
59400 CAMBRAI

« MISSION LOCALE DU CAMBRESIS »
Association Loi de 1901

14 rue Neuve
59400 CAMBRAI

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux Membres de l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur les bases des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaire au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relatives à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été fournies avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Cambrai, le 14 mars 2024

SAS Cabinet Pascal DIME

Société de Commissariat aux Comptes
Inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes,
rattachée à la CRCC des Hauts-de-France

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by a horizontal stroke and a small vertical mark.

Jacques THOMÉ
Commissaire aux Comptes associé